



Independent observer
of the Global Fund

LES PAYS RÉAGISSENT AVEC DÉCEPTION ET INQUIÉTUDE AUX ALLOCATIONS 2014-2016

Aidspan a consulté des dizaines de pays pour recueillir des commentaires sur les enveloppes de crédits annoncées le 12 mars. Voici les réponses obtenues à temps pour publication dans l'OFM 001 du 19 mars. Plusieurs pays contactés ont déclaré que des consultations étaient attendues dans les prochaines semaines. Aidspan a l'intention d'obtenir d'autres réactions et d'en publier une autre compilation, au besoin.

Sous-réциpiendaire du Sénégal à la division de la lutte contre le sida du Ministère de la santé : « Les montants alloués sont dérisoires. Nous sommes très préoccupés, les malades vont être confrontés à de réelles difficultés ».

Vice-président de l'ICN du Cameroun : « L'ICN se réunira dans les prochains jours pour mieux apprécier cette répartition. Mais les acteurs de la lutte contre la tuberculose estiment que ce montant est insuffisant pour la tuberculose ».

Pacifique occidental, coordinateur des subventions du Secrétariat de la communauté du Pacifique : « Il y a peu de problèmes dans les allocations liées au VIH et à la tuberculose, mais il y en a beaucoup dans celle du paludisme, car la répartition est très inégale pour favoriser un pays. L'instance de coordination régionale demandera des éclaircissements au Fonds mondial sur la façon dont les allocations ont été déterminées et la meilleure voie à suivre dans la mesure où un certain nombre de pays ont exprimé leur souhait de présenter des candidatures nationales et de rompre les liens avec l'instance de coordination régionale. Bien que le Fonds mondial ait recommandé une candidature régionale pour le Pacifique afin de maximiser les fonds disponibles et de réduire les coûts de transaction ».

Burkina Faso, Président de l'ICN : « Ces annonces de montants sont une bonne chose car cela permet au pays de formuler sa demande de subvention en connaissance de cause. Et cela donne plus de force et d'assurance pour mieux monter les projets à soumettre pour financement. Naturellement, pour un pays en développement ayant une charge de morbidité très élevée et des revenus aussi faibles que les nôtres, des subventions comme celle-ci restent toujours insuffisantes. Cependant, cela nous permet de faire face à des priorités premières et d'envisager des voies pour rechercher des financements complémentaires ».

Burkina Faso, secrétaire permanent du Conseil national de lutte contre le sida et les IST/membre de l'ICN : « Sur le volet sida, il n'y a pas eu de financement supplémentaire, et c'est décevant. Pourtant nous avons pris en compte les nouvelles recommandations de l'OMS, donc nous avons l'espoir d'avoir plus de financements. Notre cadre stratégique s'achève en 2015 donc nous avons à peine un an pour relancer les activités de lutte contre le sida. Nous avons été assez surpris en somme sur le volume de financement et sur la répartition de ces financements ».

Burkina Faso, Directeur de pays de l'ONUSIDA : « En valeur absolue, les montants accordés au Burkina Faso sont des montants très importants. Je me réjouis de ce que le Fonds Mondial mette des ressources financières à la disposition du pays pour l'aider à lutter contre les trois maladies (VIH/sida, Tuberculose et Paludisme) et à renforcer son système de santé dans les trois années à venir. Cependant, je suis préoccupé par le fait que la présente allocation ne réserve pas de ressources additionnelles à la composante VIH/sida. Cela fait peser des incertitudes sur la capacité du pays à préserver les résultats atteints et à faire avancer la riposte dans les 3 années à venir. ».

Chargé du programme de lutte contre le paludisme au sein de l'ICN : « C'est un gros montant mais ce n'est pas suffisant, compte tenu de la récurrence de la maladie. Nous aurions souhaité un plus gros budget, pour une meilleure prévention et une meilleure prise en charge ».

Côte d'Ivoire, représentant de la société civile au sein de l'ICN : « La tuberculose est très lésée dans cette affaire, et notamment pour ce qui est de la partie communautaire. Or nous avons besoin de sensibiliser les populations. La tuberculose a toujours un budget plus maigre que le sida et le paludisme, et c'est décevant ».

Côte d'Ivoire, vice-président de l'ICN : « Ces montants sont limités par rapport aux besoins nationaux, car il y a un travail colossal à faire, notamment concernant le VIH. Il y a tout un travail de communication à reprendre sur les changements de mentalités et de comportements face aux séropositifs ».

Ghana, secrétaire exécutif de l'instance de coordination nationale : « L'instance de coordination nationale est très déçue par la lettre d'allocation des ressources. Le programme de lutte contre le paludisme avait de bons résultats et l'ICN s'attendait à une augmentation des ressources. Mais il n'en a pas été ainsi. Il n'y a rien de nouveau dans la subvention. Les efforts sur l'intensification poussée de la mise en œuvre du programme [seront perdus], car les fonds du Ghana ont été jugés excessifs. C'est vraiment un coup dur pour le programme de lutte contre le paludisme qui avait de bons résultats. Nous pensions que beaucoup de ressources allaient nous être allouées dans ce volet pour mettre en œuvre les plans stratégiques, mais il nous a été demandé d'envoyer encore des propositions en prévision du financement d'encouragement éventuel. Concernant le VIH, la situation est un peu mieux avec un financement supplémentaire de 88 millions de dollars pour les trois prochaines années. Le nouveau financement est prévisible. Dans l'ancien système de financement, vous pouviez faire une proposition et perdre. Il ne comblait toujours pas les attentes. Cette particularité complique la mise en œuvre des plans stratégiques qui ont été conçus, et il se pose le problème d'alignement des plans stratégiques sur les ressources allouées par le Fonds mondial ».

Ukraine, récipiendaire principal, Alliance contre le VIH/sida : « La situation de l'Ukraine illustre clairement comment la lutte d'un pays contre le sida peut être désavantagée par la méthode de calcul des allocations

du nouveau modèle de financement. Le bon sens me dit que la liste des subventions existantes doit être aussi réaliste que mise à jour. Comme on le voit ce n'est pas le cas. Si l'on considère le niveau de financement actuel pour 2014, le financement de l'année prochaine diminuera considérablement. Sur le plan juridique, le Fonds mondial pourrait avoir des arguments solides, mais pas du point de vue programmatique ! Et avec le Fonds mondial nous n'avons pas une bataille judiciaire dans un tribunal. Nous combattons ensemble contre l'épidémie, et notre désarmement affaiblit davantage la lutte contre ce fléau en Ukraine ».

Sud-Soudan, secrétaire exécutif de l'ICN : « Les montants de crédits alloués au Soudan du Sud sont très insignifiants. Ces fonds devraient couvrir une période d'un an et non trois. La société civile tente de s'organiser pour mener une campagne en faveur d'un financement accru ».

Sud-Soudan, programme de lutte contre le paludisme au ministère de la Santé : « Le montant est nettement en deçà des allocations antérieures. Il est insuffisant et la question doit être abordée, parce que les besoins sont très élevés. Le gouvernement élabore en ce moment un plan stratégique dont la version provisoire sera prête à la mi-avril ».

Moldavie, membre de l'ICN : « Nous nous attendions à cela. Nous avons eu un peu plus que la moyenne par le passé et la répartition par maladie a été acceptée dans l'ensemble par l'ICN. Je suppose que nous demanderons à avoir la subvention en euros afin de passer allègrement des subventions existantes à la nouvelle, et les délais de soumission ont été généralement convenus (sous réserve de l'approbation finale) ».

Mali, président de l'ICN : « Le montant alloué au Mali est suffisant pour la lutte contre les trois maladies ».

Géorgie, sous-réциpiendaire Géorgie, Réseau de réduction des risques: « La réaction a été discrète. Tout le monde savait que le Fonds mondial avait l'intention de réduire le financement et peut-être même de fermer le programme parce que, à un moment donné, notre admissibilité a été révoquée. Nous utiliserons cette période de transition pour convaincre le gouvernement d'assumer la responsabilité non seulement pour le traitement antirétroviral, mais également dans d'autres activités de prévention ».

*Lire ces réactions [en anglais](#). Read those reactions in [English](#).

[Read More](#)
